

## Discours sur l'état de l'Union de la présidente de la Commission européenne du 14 septembre 2022

Pour respecter une tradition initiée en 2010 par l'un de ses prédécesseurs, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vient de prononcer son troisième discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen le 14 septembre dernier. Le titre de ce discours solennel est significatif à l'heure de la guerre en Ukraine et illustre bien ce moment très spécifique : « Une Union forte de son unité ».

En effet, ce discours intervient à un moment dramatique pour l'Europe, la guerre est revenue sur son territoire avec de très nombreuses conséquences pour l'Union européenne et ses Etats membres. La présidente souligne cette nouvelle situation de la manière suivante : « *Pour la première fois de son histoire, ce Parlement débat sur l'état de l'Union alors que la guerre fait rage sur le sol européen.....Aux quatre coins de notre Union, les Européens se sont réveillés, accablés par le poids des nouvelles qui arrivaient d'Ukraine. Ebranlés par le retour du Mal implacable. Hantés par le bruit des sirènes et la brutalité de la guerre* » .

Face à cette guerre, les Européens et leurs Etats ont très vite montrés leur solidarité à l'égard de l'Ukraine et de son peuple. « *Notre Union s'est montrée à la hauteur* » Pour La présidente, cette guerre a de nombreuses conséquences, car « *il s'agit d'une guerre contre notre sécurité énergétique, contre notre économie, contre nos valeurs et notre avenir* ». Elle considère avec une forte conviction que l'Europe peut vaincre ce moment si elle affirme son courage et sa solidarité. Elle a prononcé son discours en présence de la première dame d'Ukraine Olena Zelenska devant laquelle elle souligne le courage et la bravoure des Ukrainiens et proclame « *Gloire à votre pays de héros européens* ». Elle rappelle que l'Union européenne a apporté une aide financière à l'Union et que les Etats ont fourni des armes. Des sanctions ont été prises contre la Russie. Elles se poursuivent et commencent à avoir des effets concrets sur l'économie russe. Elle indique aussi d'autres types d'aide à l'Ukraine comme : une aide pour la réhabilitation des écoles endommagées ; la suite du raccordement de ce pays à notre réseau électrique commencé en mars 2022 ; l'intégration de l'Ukraine à notre zone d'itinérance gratuite ; la suite de la suspension des droits de douane sur les exportations ukrainiennes à notre marché unique ; garantir un accès aisé à notre marché unique. Des discussions sont en cours pour toutes ces évolutions des relations de l'Ukraine avec l'Union européenne.

La présidente a aussi abordé le sujet de l'énergie qui est impacté par la guerre en Ukraine et la fameuse dépendance européenne à l'égard des énergies russes. Elle souligne que les Etats membres se sont plus rapidement qu'imaginés affranchis de la Russie en diversifiant leur approvisionnement vers les Etats-Unis, la Norvège, l'Algérie et d'autres : « *L'an dernier, le gaz russe représentait 40% de nos importations de gaz. Aujourd'hui, ce gaz acheminé ne représente plus que 9%* ». Elle indique que la Commission va proposer des mesures pour aider les Etats à réduire leur consommation d'électricité. Elle souhaite aussi aller vers un plafonnement des recettes des entreprises fournissant de l'électricité, par le recours à une nouvelle forme de taxation des profits. Cette dernière mesure devrait pouvoir lever plus de 140 milliards d'euros pour les Etats membres. Cela devrait permettre d'amortir le choc de l'augmentation du coût de l'énergie. Pour la présidente de la Commission, cela suppose « *une réforme complète et en profondeur du marché de l'énergie* ». Pour maintenir le cap et préparer l'avenir, selon sa formule, elle considère qu'il passer d'un marché de niche à un marché de masse pour l'hydrogène avec la création d'une Banque européenne de l'hydrogène et d'importants investissements dans ce secteur.

Compte tenu des risques de récession économique, il faut poursuivre la mise en place du plan de relance qui ne fait que commencer. Il faut aussi aller « *vers un environnement propice aux entreprises, une main d'œuvre ayant des compétences recherchées et un accès aux matières premières dont notre industrie a besoin* ». L'année 2023 sera l'Année européenne des talents et de la formation continue.

Un autre sujet est abordé dans ce discours, la défense de notre démocratie qui est devenue l'un enjeux majeurs de cette nouvelle période géopolitique. « *Nous ne laisserons aucun cheval de Troie lancé une autocratie attaquer nos démocraties de l'intérieur.* » Il s'agit de défendre nos valeurs. Cela justifie d'élargir l'Union européenne à d'autres démocraties européennes. Cela concerne les Balkans

occidentaux, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie selon le processus d'adhésion. La présidente de la Commission approuve l'idée d'une Communauté politique européenne proposée par le président Macron afin de permettre un dialogue politique avec d'autres pays de l'Europe, au-delà du processus d'adhésion. La défense de nos démocraties et de leurs valeurs suppose aussi une réelle indépendance de la justice dans tous les Etats membres, un cadre législatif rénové de lutte contre la corruption et le respect des droits de l'homme.

La guerre en Ukraine a révélé une Union européenne déterminée et solidaire comme le montrent notamment les actions en faveur des réfugiés ukrainiens dans beaucoup d'Etats membres. La présidente de la Commission a d'ailleurs félicité et fait applaudir, à la fin de son discours, deux jeunes polonaises qui se sont dépensées sans compter pour l'accueil des réfugiés ukrainiens en Pologne. Cela repose la question des migrations avec « *un contrôle efficace de nos frontières extérieures, dans le respect des droits fondamentaux et une gestion des migrations avec dignité et respect* ».

La présidente de la Commission souhaite aussi que l'Europe ressemble davantage à ces jeunes et propose d'introduire dans nos traités la solidarité entre les générations. Elle propose la mise en place d'une convention européenne pour réfléchir à la révision des traités y compris pour introduire les propositions de la fameuse conférence sur l'avenir de l'Europe. Elle plaide pour une Union forte de son unité et une Union qui gagne ensemble.

Ce discours sur l'état de l'Union intervient dans une période complexe à plus d'un titre. Il est en phase avec le volontarisme politique de la Commission et de sa présidente.

Henri Oberdorff  
Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes  
Président de l'UPEG  
Le 18 septembre 2022